

CHRONIQUE



Gilles Paris
Editorialiste au « Monde »

« La guerre en Iran a beau se limiter à trois pays, la liste de ses victimes collatérales ne cesse de s'allonger »

Depuis le début du conflit au Moyen-Orient, le spectre de l'impuissance touche de nombreux pays, et ce qui devait être une guerre régionale est devenu une crise mondiale, rappelle dans sa chronique Gilles Paris, éditeur au « Monde ».

Publié aujourd'hui à 16h00 | Lecture 3 min.

[Lire plus tard](#)

Article réservé aux abonnés

La guerre hésite, la diplomatie piétine et, pendant ce temps, les compteurs continuent de tourner. Depuis le déclenchement par Donald Trump et Benyamin Nétanyahou de l'offensive contre l'Iran, le 28 février, la belligérance a beau se limiter à trois pays, la liste de ses victimes collatérales ne cesse de s'allonger. Conflit régional, crise mondiale. Avec la hausse des cours du pétrole et le blocage du détroit d'Ormuz par l'Iran, doublé par le blocus naval que prétendent imposer les Etats-Unis à Téhéran, l'inflation reprend sa marche en avant et la croissance titube.

Lire aussi | [EN DIRECT, guerre au Moyen-Orient : les Etats-Unis démentent avoir accepté une extension du cessez-le-feu avec l'Iran ; les négociations se poursuivent](#)

De l'Afrique à l'Amérique latine, tout le monde paie, depuis plus d'un mois déjà, le renchérissement des énergies fossiles, y compris aux Etats-Unis, pourtant premiers producteurs mondiaux. Mais entre le cavalier américano-israélien et la conviction du régime iranien de livrer un combat existentiel, la capacité des pays extérieurs au conflit à peser sur les événements est presque nulle, ce qu'on pourrait qualifier de pandémie d'impuissance.

Cette dernière s'étend malgré le cessez-le feu en vigueur depuis le 7 avril. Elle concerne les pays qui sont tributaires des flux transitant par Ormuz. Les monarchies arabes du Golfe, bien qu'alliées aux Etats-Unis, comptent parmi les premiers Etats affectés. Cette impuissance a déjà passé par pertes et profits le Sud global – dont les pays se définissaient surtout par leur défiance d'un ordre occidental souffreteux, que Donald Trump a porté en terre depuis son retour à la Maison Blanche. Le club des BRICS, qui en était une manifestation, compte dans ses rangs aussi bien l'Iran agressé que les Emirats arabes unis, pilonnés par le premier pour les punir de leur alignement sur l'axe américano-israélien. Il montre, à cette occasion, qu'il ne sert à rien.

L'Asie pénalisée

Moteur de la croissance mondiale, l'Asie est particulièrement pénalisée par sa dépendance énergétique vis-à-vis du Moyen-Orient. Championne du multi-alignement, l'Inde mesure ses limites à l'aune de cette crise impliquant trois de ses alliés. New Delhi doit, en outre, s'accommoder de la promotion de son adversaire pakistanais, qui a ravi au sultanat d'Oman son statut d'intermédiaire quasi obligé pour toutes discussions impliquant l'Iran. Touchés par le blocage d'Ormuz, la Corée du Sud et le Japon ont vu leur allié américain réaffecter au Moyen-Orient des armements visant à les protéger.



Devanture d'un atelier de métallurgie, à Bombay (Inde), le 14 avril 2026. PUNIT PARANJPE/AFP

La Chine, également dépendante du Golfe en matière d'hydrocarbures, constate qu'il lui est désormais difficile de s'adresser simultanément aux deux rives du Golfe. Et la guerre a emporté l'un des rares succès diplomatiques de Pékin au Moyen-Orient : [la normalisation des relations entre Riyad et Téhéran, obtenue en 2023](#).

Le blocage du détroit stratégique par lequel transite plus de 20 % du pétrole mondial ne peut que pousser Pékin dans sa volonté de contrôle de la mer de Chine. La découverte récente de la militarisation d'un îlot de l'archipel des Paracels, dont la souveraineté chinoise est contestée par le Vietnam et Taïwan, en atteste. Il a été identifié notamment par le Center for Strategic and International Studies, un cercle de réflexion de Washington consacré aux questions de sécurité, sur la base d'images satellitaires.

Certes, Pékin peut compter, à moyen terme, sur l'atout que constitue sa prévisibilité, en opposition à la conduite erratique de la guerre par le président des Etats-Unis. Il peut considérer que le second choc d'offre en quatre ans sur les hydrocarbures joue également à long terme en faveur du modèle d'électro-Etat qu'il défend par nécessité, à l'opposé de celui de pétro-Etat vanté par Donald Trump. Mais il est condamné, pour l'instant, à subir les événements, faute de pouvoir modifier leur cours.

Mauvais calcul

Pour masquer une impuissance identique, les Européens avancent les mêmes arguments. Leur posture inconfortable est aggravée par les insultes du locataire de la Maison Blanche, excédé par leur refus de s'engager dans le bourbier qu'il a créé de toutes pièces, et par ses menaces répétées contre l'OTAN.

Egalement spectatrice, la Russie est apparue immédiatement comme la grande bénéficiaire du mauvais calcul de Donald Trump, qui a fait flamber les cours et poussé son administration à revenir sur les sanctions tardivement adoptées visant les hydrocarbures russes. Les finances de Moscou lui en sont reconnaissantes. L'Ukraine a cependant profité de son excellence en matière de lutte contre les drones russes pour prendre appui sur les pétromonarchies arabes, soumises désormais aux mêmes munitions rôdeuses initialement produites par l'Iran. Cette percée ne compense cependant pas la rétrogradation du conflit ukrainien parmi les priorités internationales.

Lire aussi | [La guerre contre l'Iran ne doit pas faire oublier les souffrances des Ukrainiens](#)

L'impuissance, en vérité, ne se limite pas à ce monde à l'arrêt. Elle menace également le régime iranien qui ne tient que par sa capacité de nuisance. L'après-guerre, lorsqu'il adviendra, ne s'annoncera pas pour lui sous les meilleurs auspices, entre une économie encore plus affaiblie et une rive arabe du Golfe redevenue hostile.

Le spectre de cette impuissance rôde également autour de la Maison Blanche, dont le locataire ne parvient pas à finir la guerre qu'il a déclenchée. Donald Trump a découvert trop tard qu'un pays étranglé par des sanctions internationales et dont les dépenses de défense se situent à des années-lumière des 900 milliards de dollars (763 milliards d'euros) alloués annuellement au Pentagone, peut le mettre en échec dans le cadre d'une guerre asymétrique pourtant parfaitement prévisible. Et que des négociations n'étaient pas la garantie d'une reddition par un autre moyen que celui des armes.

Le président des Etats-Unis pourrait mesurer dans l'épreuve que le mépris des alliances et la destruction méthodique du soft power américain ont un coût. Au vu de son [empressement à piétiner inutilement celui du Vatican](#), la possibilité d'une telle épiphanie est quasi inexistante.